

Le bal des vampires

Marie-Claude Loiselle

Numéro 128, septembre 2006

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/10078ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

24/30 I/S

ISSN

0707-9389 (imprimé)

1923-5097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Loiselle, M.-C. (2006). Le bal des vampires. *24 images*, (128), 2–3.

Le bal des vampires

A lors, il paraît que le Québec « assassine ses vedettes » ! C'est en tout cas ce qu'ont voulu faire croire quelques personnes qui ont pris d'assaut la scène médiatique après que Téléfilm Canada eut annoncé sa décision de ne pas accorder les 3 M\$ demandés par Denise Robert pour compléter le budget de *L'âge des ténèbres* de Denys Arcand mais uniquement 2,1 M\$. L'institution a ainsi choisi de soutenir un second projet, *Contre toute espérance* de Bernard Émond, qui, lui, a obtenu 1,4 M\$, et ce, dans un contexte où il ne restait plus que 4 M\$ pour répondre à 32 demandes¹.

Face à toutes les dissensions qui déchirent le milieu depuis qu'a été mis en place le système des enveloppes à la performance – qui, rappelons-le, concède la moitié de tout l'argent de Téléfilm destiné au long métrage aux producteurs dont les films ont fait les meilleures recettes aux guichets l'année précédente –, ceux qui en appellent le plus fort à la solidarité en déplorant que « le milieu s'entre-tue de la sorte² » et qui voudraient voir le problème du financement de notre cinéma ramené à une simple question de manque d'argent ne sont-ils pas précisément ceux qui ont grandement intérêt à ce que rien ne change dans le système actuel et qui profitent largement des enveloppes à la performance, au détriment de plusieurs dizaines d'autres cinéastes, producteurs et petits distributeurs qui « en arrachent » ? Il n'y a qu'à voir comment ce système des enveloppes a fabriqué de toutes pièces des millionnaires (qui connaît le salaire que se versent, grâce aux fonds publics, les quatre ou cinq plus gros producteurs québécois ?) pour comprendre que ceux qui en bénéficient sont prêts à mettre en œuvre toutes les ruses et séductions possibles pour continuer à profiter de la manne. Si à peu près tout le monde s'entend sur l'urgent besoin d'allouer davantage de fonds au financement des films, ne pas réclamer en même temps que soit revue la politique actuelle de Téléfilm ne fait que repousser le problème qui, tôt ou tard, ne pourra qu'éclairer au visage de tous.

Oui, plus d'argent donnerait la possibilité à un plus grand nombre de cinéastes de réaliser des films chaque année, mais quel(s) type(s) de films ? Soutiendra-t-on davantage de cinéastes ayant une vision personnelle et singulière, ces cinéastes grâce auxquels une cinématographie peut exister – les Bélanger (*Gaz Bar Blues*, 2003), Leclerc (*Mémoires affectives*, 2004), Morin, Lepage, par exemple, qui ne tourneront pas cette année –, ou encore plus de films à visée purement commerciale, qui vieillissent rapidement et très mal ? Des millions supplémentaires ne serviraient-ils pas avant tout à attiser la voracité croissante de ceux qui sont déjà responsables de

l'augmentation vertigineuse du budget moyen des longs métrages de fiction au Québec depuis la mise en place de la dernière politique de Téléfilm, celui-ci étant passé de 1,9 M\$ en 1999-2000 à 4,9 M\$ en 2005 ? Bien sûr, il n'est pas question de revenir aux budgets d'avant 2000, mais doit-on pour autant demander à l'État d'assumer à lui seul des coûts de production de l'ordre de 7, 8 et 10 millions de dollars ? Pourquoi quelques-uns se sont-ils indignés qu'on dise à une productrice ayant besoin de 9 M\$ pour mener à terme le prochain film de Denys Arcand – dont elle se plaît à rappeler l'« envergure internationale » – de se tourner davantage vers un financement étranger (et privé) ? Sa compagnie de production, Cinémaginaire, n'a-t-elle pas déjà reçu à elle seule pas loin du quart de tout l'argent disponible à Téléfilm en 2005 pour les films en français (2 742 953 \$ en enveloppe à la performance du programme français, plus 2,1 M\$ pour le film d'Arcand, soit près de 5 M\$, auquel s'ajoutent 2 686 340 \$ en « enveloppe » du programme anglais) ? Les cinéastes dit « internationaux » n'ont-ils pas d'ailleurs presque tous recours à l'aide d'autres pays, et même les cinéastes couronnés d'une ou deux palmes d'or comme Loach, Moretti, les frères Dardenne, Polanski ou Lars von Trier³ ?

Enfin, accroître le budget destiné au long métrage en accordant encore 50 % de l'argent disponible à quelques producteurs « performants », et même 75 % si les détenteurs des enveloppes continuent d'avoir accès à l'autre 50 %, soit celui du fonds régulier, ce serait abandonner encore plus de fonds publics aux compagnies privées qui n'ont pour seul mérite quantifiable que celui d'avoir su attirer les foules dans les salles du Québec, et cela en dépit du fait que les films produits aient ou non su trouver une résonance hors de nos frontières – et encore moins qu'ils aient les qualités nécessai-

res pour résister à l'usure du temps. Combien de tous ces films qui profitent du phénomène de masse aujourd'hui nous paraîtront-ils ridicules ou surannés dans quelques années ?

Pour permettre réellement à un plus grand nombre d'œuvres diversifiées de voir le jour, il faut impérativement qu'une augmentation des fonds alloués aux longs métrages aille de pair avec une réforme du système actuel de financement, et en premier lieu l'abandon des enveloppes à la performance, qui gangrène notre cinéma en plus de diviser le milieu.

Encore une fois, ce que cette crise révèle avant tout, c'est à quel point les hommes et les femmes de pouvoir de notre cinéma savent jouer habilement de tous les attributs de ce pouvoir : jeu sur l'image, sens stratégique aiguisé, bon usage des médias. Sous

Ceux qui en appellent le plus fort à la solidarité [du milieu] ne sont-ils pas précisément ceux qui ont grandement intérêt à ce que rien ne change dans le système actuel et qui profitent largement des enveloppes à la performance, au détriment de plusieurs dizaines d'autres cinéastes, producteurs et petits distributeurs qui "en arrachent" ?

les dehors séduisants du prestige, ils font preuve de l'arrogance de ceux à qui l'on ne devrait rien refuser. Derrière cette colère presque hargneuse manifestée contre la décision de Téléfilm de réduire la somme d'argent demandée pour le film d'Arcand afin de permettre également à celui de Bernard Émond de se faire (second film de la trilogie entamée avec *La neuvaïne*), on a vu s'exprimer clairement, et comme jamais auparavant, le profond mépris qu'a fait naître le succès de certains films envers les cinéastes qui ne se situent pas du côté du divertissement et du spectacle, ceux qui croient encore qu'un cinéma exigeant est aussi possible au Québec. Il ne s'agit plus seulement de célébrer le « cinéma qui marche ». En s'indignant de ne pas avoir « tout misé sur Arcand », on condamne plus directement qu'il n'y paraît des dizaines d'autres cinéastes qui peinent à se construire une œuvre au Québec. Il ne faut vraiment pas avoir une idée juste de la situation actuelle de nos cinéastes pour considérer, comme Stéphane Venne dont les propos ont été repris le lendemain par Nathalie Petrowski⁴, que nous vivons dans un pays « obsédé par la parité » et qui s'assure qu'il n'y a « jamais d'écart trop "scandaleux" entre les plus petites subventions et les plus grosses », alors que dans les faits l'investissement de Téléfilm dans la production des longs métrages en français soumis au fonds régulier varie de 350 000 \$ à 3,5 M\$ (en mettant de côté la dérive qu'a constituée les 6 M\$ investis dans *Nouvelle-France*). Parité, dites-vous ? Il faut aussi avoir du front pour oser affirmer, comme le fait Fabienne Larouche⁵, que « certains ["artistes"] sont plus égaux que d'autres » puisqu'ils bénéficieraient de « privilèges d'État », cette auteure s'en prenant ainsi violemment, bien qu'à mots couverts, à Bernard Émond avec qui Arcand a dû « partager » les restes, en passant sous silence le véritable privilège d'État que constituent les enveloppes à la performance. Combien y a-t-il de pays dans le monde qui offrent ainsi chaque année quelque 2,7 M\$ à une compagnie privée, qui peut en disposer comme bon lui semble, sans avoir à rendre de comptes ? Madame Larouche n'a-t-elle pas remarqué quels sont les cinéastes qui tournent film après film au Québec depuis quelques années sans voir leur *carrière* entravée ? Certainement pas les dits « artistes ». Si Bernard Émond, qui se trouve aujourd'hui en pleine maturité créatrice, a certes eu la chance de sortir sur les écrans un film par trois ans depuis *La femme qui boit* en 2000 – grâce à une constance dans l'appui attribuable, croyons-nous, à une démarche d'une grande rigueur qui le place du côté d'un cinéma populaire au sens noble du terme (et non pas populiste) –, ce sont bien

Encore une fois, ce que cette crise révèle avant tout, c'est à quel point les hommes et les femmes de pouvoir de notre cinéma savent jouer habilement de tous les attributs de ce pouvoir : jeu sur l'image, sens stratégique aiguisé, bon usage des médias. Sous les dehors séduisants du prestige, ils font preuve de l'arrogance de ceux à qui l'on ne devrait rien refuser.

rarement les cinéastes ayant les plus grandes exigences à l'égard du public qui voient leurs films se succéder sans trop de souci, comme c'est le cas pour les Richard Ciupka (*Duo*), par exemple, qui a pu tenir une cadence d'un film par deux ans ces dernières années malgré des réalisations assez quelconques. Madame Larouche, tout en s'offusquant que Téléfilm lors de son concours comparatif de juin ait pu « dire non » à Charles Binamé et à elle, n'ignore pourtant pas que ce réalisateur dont elle produit le prochain long métrage a tourné huit films en douze ans (sans compter les téléseries). Et bien qu'on puisse imaginer que plus grand-monde ne se souviendra des films d'Érik Canuel dans vingt ans, ce réalisateur les a pourtant enchaînés au rythme stakhanoviste d'un par année depuis *Nez rouge* en 2003 et a encore obtenu l'aval de Téléfilm en mars dernier pour son prochain film, *Cadavres*,

alors que *Bon cop, Bad cop* est à peine sorti sur nos écrans. « On assassine nos vedettes », dites-vous ? On prend plaisir à « leur mettre le pied sur la tête » ?

Oui, Denys Arcand doit tourner lorsqu'il est prêt, ne pas attendre... Mais qu'on ne vienne pas dire que ce système prêche par excès d'égalitarisme et n'essayez pas de nous émouvoir ni sur le sort d'un cinéaste qui a la plus influente et riche productrice du Québec pour le soutenir, ni sur celui de ces quelques entrepreneurs culturels prospères qui réclament toujours davantage de pouvoir et de fonds publics. Ces producteurs et distributeurs ont courtisé pendant des années les fonctionnaires pour être écoutés et se faire créer des politiques à leur convenance. Maintenant qu'ils ont obtenu toute la liberté d'action et le pouvoir que leur confèrent les enveloppes à la performance, ils veulent plus encore : toute l'attention des médias, tout l'argent de la cagnotte. On aimerait voir comme une bonne chose le fait que plus d'argent

soit investi dans notre cinéma, mais dans les circonstances, il y a de quoi être inquiet pour l'avenir...

Marie-Claude Loiselle

1. Voir l'éditorial du n° 127 de *24 images*, disponible au www.revue24images.com
2. Cette idée est exprimée aussi bien par Denise Robert et rapportée par *Le journal de Montréal* notamment, que par les producteurs Roger Frappier et Pierre Even, porte-parole de la lettre parue dans *La Presse* du 12 juillet et signée par près de 40 comédiens, cinéastes et producteurs.
3. *Le vent se lève* de Ken Loach, palme d'or à Cannes cette année, tourné pour 6,5 M€, est une coproduction impliquant le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne. *Le caïman* de Nanni Moretti, dont le budget s'élève à 7,67 M€, a été financé à 70 % par l'Italie et à 30 % par la France. Lars von Trier a produit *Dogville* (10 M\$) grâce à la contribution de quatre autres pays en plus de la Suède, et *Manderlay* (14 M\$) avec l'aide de cinq autres pays.
4. « Chouchouter Arcand », Stéphane Venne, *La Presse* du 20 juin 2006 et « Arcand à tout prix », Nathalie Petrowski, *La Presse* du 21 juin 2006.
5. « Le "bon" cinéma d'État », Fabienne Larouche, *Le Devoir* du 7 juillet 2006.